

Résolution du CEN de la Filpac CGT

28 juin 2012

Sarkozy est parti mais sa politique est restée

Les élections législatives (10-17 juin) ont de nouveau été surdéterminées par le rapprochement des dates avec l'élection présidentielle. Les électeurs qui se sont prononcés ont répondu une deuxième fois à la même question posée le 6 mai : pour ou contre Sarkozy. Au nom de la « cohérence », à savoir donner une majorité au nouveau président, le rôle propre de l'Assemblée nationale a été écrasé au nom du plébiscite présidentiel. La majorité du même parti que le président est élue comme supplétive à la fonction présidentielle. Le débat croupion sur le rôle de la représentation nationale en témoigne, comme le fort taux d'abstention.

L'OPA idéologique du Front national (racisme + nationalisme + programme ultralibéral) sur l'UMP a fait des progrès de géant, comme l'atteste le Sud Est de la France notamment. La majorité Sarkozy éclate en parties inégales, l'une prônant ouvertement la fusion avec le FN, l'autre à la recherche de justificatifs politiques pour exister sans lui. Quoi qu'il advienne de l'UMP et du FN, la fusion est en route qui tentera de parvenir au pouvoir pour former un gouvernement de combat contre les forces du mouvement ouvrier, au nom du libéralisme le plus brutal et le plus raciste. Cette décoction saumâtre, nationalisme raciste-intégrisme chrétien-ultralibéralisme, est la boisson traditionnelle de la droite américaine.

Parlement (Sénat et Assemblée nationale), Elysée, gouvernement, régions et départements, villes en nombre se voient administrés par un même parti. Est-ce le pouvoir ? De façon, institutionnelle, c'est certain.

Mais rien n'indique que ce parti à la force institutionnelle inédite rompe avec le transfert de souveraineté à l'égard d'une Union européenne régie par la finance et les intérêts privés.

Mais tout montre que le pouvoir industriel, à l'instar de la finance, est toujours entre les mains de quelques grands patrons, la longue liste de licenciements et de fermetures d'entreprises en fait foi.

Comment dès lors donner vie au slogan « *le changement c'est maintenant* » quand le respect affiché à l'égard de la banque et de la grande industrie est réaffirmé chaque jour ?

Le collectif budgétaire annoncé pour le 4 juillet s'inscrit dans la continuité des préceptes libéraux précédents : réduction du déficit budgétaire, compression des dépenses publiques, et même gel de ces dépenses pendant trois ans. L'adhésion de la nouvelle majorité à « *la règle d'or* » préconisée par le dernier traité européen annonce une continuité flagrante.

Si, verbalement, le pouvoir de la finance a été attaqué, rien dans les 60 propositions du candidat élu ne vient inverser la logique infernale des mécanismes financiers qui nourrissent la dette : emprunts aux marchés privés, politique budgétaire au service de la dette, aide au FMI et à sa politique, respect et participation au « *mécanisme européen de stabilisation* » financière.

En somme, l'ennemi est toujours le coût du travail, qui doit baisser pour que les profits soient protégés ou augmentés.

La symbolique du SMIC à peine revalorisé au 1^{er} juillet envoie le message au patronat d'un feu vert gouvernemental sur la compression et même la régression des salaires. « *Réduire le déficit public à 3 % de la richesse nationale en 2013, et atteindre l'équilibre en 2017* », voilà ce que déclare le ministre de l'Economie et des Finances Moscovici. Il s'agit de trouver les moyens de boucler le budget 2012 en dénichant 7 à 10 milliards d'euros pour respecter l'objectif de 4,5 % de déficit par rapport au PIB à la fin de l'année. Mais aussi de préparer le budget 2013 afin d'atteindre l'objectif de 3 % de déficit.

Mais comme dit Le Premier ministre Ayrault, « *La maîtrise des finances publiques ne sera pas définie de façon comptable et aveugle* ». Non ? Comment alors ?

Sommet social ou ascension vers l'austérité ?

L'étape européenne avant le sommet social, une cure d'austérité continentale

Que va-t-il rester du sommet des 9 et 10 juillet après le conseil européen des 28 et 29 juin ? Un Grenelle à froid pour une austérité de gauche ? Le nouveau président va-t-il tolérer le putsch européen pour une politique d'austérité continentale ?

Un putsch ? Ce traité entrerait en vigueur lorsque 12 des 25 Etats signataires l'auront ratifié. Finie la pratique de l'unanimité. Même plus la loi de la majorité. Une grosse minorité suffira à imposer la loi à tous !

Le président et le gouvernement vont-ils, oui ou non, ratifier le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) les 28 et 29 juin ? Si oui, ils aliènent toute politique économique et sociale propres. Pourquoi ? Il suffit d'examiner le contenu du traité, signé par Sarkozy, soit 25 des 27 Etats de l'Union européenne. Et d'en déduire que l'austérité est programmée par l'Union européenne par-dessus les Etats, leurs gouvernements et leurs parlements, exactement comme en Grèce !

- Le budget des gouvernements signataire doit être équilibré. Le déficit ne doit pas dépasser 0,5% du PIB. En 2010, selon la Cour des comptes, le déficit français représentait 5% du PIB nationale, soit 96,55 milliards d'euros. Le ramener à 0,5% selon le traité, reviendrait à récupérer 87 milliards d'euros par un plan d'austérité.
- L'Etat signataire doit introduire « *la règle d'or* » dans sa Constitution, et se soumettre, **sans passer par son parlement élu**, au mécanisme automatique de correction de la politique budgétaire.
- La dette publique d'un Etat, si elle dépasse 60% du PIB, doit être résorbée en 3 ans, à raison d'un vingtième par an. La France, dont la dette est décriée à 87% du PIB, devrait ainsi payer 26 milliards aux banques. Bonjour la « croissance ».
- Si l'Etat dépasse cumulativement les 3% de déficit et les 60% de dette, il devra présenter automatiquement à l'Union européenne un « plan de réformes structurelles », ce qui veut dire s'en prendre à la protection sociale, au SMIC, au salaire, etc.
- Lorsque la Commission européenne affirme qu'un Etat est en infraction, les sanctions sont automatiques.

Signer un tel traité, c'est se livrer pieds et poings liés à la politique d'austérité européenne au service des profits privés et des marchés financiers. Le sommet social deviendrait une simple formalité. Pour la Filpac CGT, le changement, ce n'est pas seulement l'alternance, c'est une rupture concrète avec le libéralisme et une politique sociale conséquente.

Presse, Papier, industries graphiques, publicité, distribution... Quel changement ?

Les licenciements en cours dans la presse, les menaces sur les usines et les capacités productives dans le Papier et les Industries graphiques, entre autres, indiquent que si « *le changement c'est maintenant* », il se fait attendre pour les salariés confrontés à l'offensive libérale qui ne connaît pour l'instant aucune rupture.

Il ne s'agit pas d'énumérer la liste des licenciements et des entreprises en danger - dont Qualibris, les centres d'impression de la presse quotidienne nationale ou les imprimeries comme H2D - en cours ou prévus incessamment mais plutôt d'en établir la logique pour mieux revendiquer la rupture avec cette orientation libérale.

Presse

La destruction programmée de la distribution des quotidiens et des magazines, l'assassinat de France Soir et La Tribune, les catastrophiques opérations de rapprochement Hersant-Rossel, les plans de restructuration contre l'emploi dans le groupe Crédit Mutuel ou à Centre France et dans les

Journaux du Midi obéissent à une même politique, celle du décret d'avril 2012 réformant les aides à la presse.

L'information et les sociétés qui y travaillent ne sont plus considérées que sous l'angle du management libéral : l'Etat distribue les aides sous la condition expresse de baisser au maximum le coût du travail dans le papier imprimé pour libérer des capitaux nécessaires à l'investissement dans le numérique. En résulte la fragilisation de nombre de titres, la destruction massive d'emplois pour accélérer la construction d'un champion national plurimédias répondant aux normes libérales de l'information : elle doit être rentable, point final.

- **Voilà pourquoi la Filpac CGT, en lutte pour les emplois, les titres, et la distribution coopérative, revendique : Un moratoire sur les licenciements – L'intervention du « Comité interministériel pour la restructuration industrielle » afin de définir les obligations de l'exilé fiscal Hersant, le rôle du repreneur Rossel et le traitement des créances bancaires - Une négociation nationale sur un plan de développement et de soutien aux sociétés d'information – L'abrogation du décret Sarkozy sur les aides dont le but est de remettre les sociétés d'information aux banquiers et aux industriels - La mise en débat d'une loi sur la liberté de l'information, son indépendante, son pluraliste, et la transparence totale sur l'utilisation des aides publiques.**

Papier

Les menaces qui pèsent sur les groupes M Real, Gascogne, UPM (Stracel), Schweitzer de Mauduit (papeteries de Saint-Girons), et les vastes fusions en cours entre les groupes SCA, DS Smith et Georgia Pacific relèvent d'une même logique, celle de la mondialisation libérale.

La filière industrielle Bois Papier échappe à la logique de réponses aux besoins nationaux pour répondre à celle de la concentration de la production entre les mains de quelques groupes internationaux. L'Etat a mis son poids pour laisser faire les opérations de destruction des usines et de fermeture des machines, de façon que les géants du secteur puissent retailler la filière selon les besoins en profit au détriment des besoins en papier et en carton.

Le parc forestier est négligé, les pâtes nécessaires font le tour de la Terre avant de parvenir, enchéries par le coût du transport et les dégâts écologiques, à des usines réduites à subir passivement les spéculations sur les matières premières, dont le papier usagé fait partie.

- **Voilà pourquoi la Filpac CGT revendique : Un plan global de développement de la filière Bois Papier selon les besoins et les capacités réels - Des mesures pour limiter fortement le droit absolu des états majors patronaux de fermer les usines, détruire les emplois, délocaliser les entreprises après avoir empoché les aides publiques – Un redéploiement de la filière sur la base des régions productrices.**

Si l'intention du gouvernement est de faire jouer au Sommet social un rôle de régulateur à froid sans mesures sociales substantielles, sans dialogue social réel avec les syndicats, alors seront encouragées des révoltes sociales, celles des plus démunis notamment, déjà en marge du système électoral, exclus par la précarité et le chômage, qui chercheront à échapper à la spirale de chute sociale. Il en ira de même pour les victimes des licenciements massifs, qui voient comme seul horizon Pôle Emploi et une suite sans fin de boulots précaires et sous-rémunérés.

Le rôle de la CGT ? Le parti pris de l'avenir !

Le succès électoral du parti qui représente l'alternance n'a pas conforté le rapport social des forces. Le désarroi peut gagner rapidement, d'autant que les illusions, si elles n'ont pas culminé à des sommets atteints en 1981 (Mitterrand), risquent de faire des ravages quand elles se dissiperont.

Il s'agit de vaincre les difficultés rencontrées pour mobiliser. La nouvelle majorité peut être sensible à la mobilisation sociale, alors que la droite prétendait l'affronter de la façon la plus brutale. C'est pourquoi la Filpac CGT estime que le changement est à construire par la mobilisation sociale. Tournant le dos à un attentisme qui se cantonnerait à espérer du gouvernement « qu'il réussisse », la

Filpac estime que la CGT doit prendre le changement en main en construisant un élan majoritaire et une mobilisation sociale qui conduisent à une situation de type « Front populaire ».

En effet, seule une telle dynamique peut s'opposer à l'irrésistible ascension du Front national. Ce parti postule à la représentation du peuple, pour mieux l'envoyer dans l'impasse du racisme afin d'épargner la classe patronale. Ce parti peut renouer avec la création de syndicats bruns-noirs, remplaçant les revendications sociales par des aboiements nationalistes et racistes. La droite, friable, ne sera plus jamais le « rempart » contre le FN, mais au contraire son tremplin le meilleur.

Face à cette opposition d'extrême droite coalisée avec la droite contre l'actuelle majorité, le seul antidote ne réside pas dans l'attente passive et dans la délégation de pouvoir, mais dans l'action la plus large, combinant les revendications immédiates et les propositions pour une véritable politique sociale en rupture avec le libéralisme.

Toute revendication locale – salaire, emploi, protection sociale – se heurte au front patronal.

La stratégie patronale est globale. Pourtant le patronat ne tolère de négociations que locales, et encore, à la condition qu'elles ne portent que sur un léger rattrapage des salaires sur les prix, lui-même arraché le plus souvent au terme de longs conflits. Pour le reste, emplois, restructurations, qualifications professionnelles, protection sociale... la négociation tourne à vide – quand elle a lieu, la NAO étant réduite à bien moins que le minimum légal.

Les difficultés de la mobilisation proviennent de multiples sources :

- la stratégie patronale qui gèle les négociations de branche et refuse celles de groupe
- la peur entretenue par la menace permanente d'un chômage de masse
- la tactique de restructurations permanentes créant l'incertitude du lendemain

C'est pourquoi il est inutile d'opposer les « marges de manoeuvre locales » au cadre national. La stratégie patronale inclut le rythme des attaques, différées dans le temps et diversifiées, de façon à entretenir l'illusion d'un possible répit.

La construction de mouvements nationaux sur l'emploi, le salaire ou la protection sociale répond à la stratégie patronale, laquelle est concentrée sur un dogme, la baisse du coût du travail liée à la régression des accords locaux, souvent dénoncés.

La fonction des mouvements régionaux et nationaux est bien de remonter le tas de sable de la solidarité active, sociale et militante.

Combiner revendications immédiates et propositions pour une vraie politique sociale

Dans la presse comme dans le papier, la défense de l'emploi, la promotion d'emplois qualifiés, l'ouverture des entreprises à l'embauche, relève d'une telle combinaison :

- non à la destruction des emplois menacés immédiatement
- négociation globale
- exigence de mesures légales réduisant fortement le droit patronal de licencier
- recomposition d'un droit social protégeant le contrat de travail et la qualification.

L'alternative est la suivante :

- ou le syndicalisme est réduit à l'état de voiture balai des dégâts sociaux de la politique patronale, ce qu'acceptent certains syndicats.
- ou bien une ligne de défense s'établit, qui refonde la légitimité de l'action collective

Les débats préparant le 50^e congrès de la CGT doivent être abordés de cette façon, en lieu et place de la très publique et très stérile course des postulants à la succession de l'actuel secrétaire général, laquelle a l'unique effet de rendre inaudible la CGT tant à l'arrivée de la nouvelle majorité qu'à la veille du sommet social.

- **Pour sa part, la Filpac CGT crée dans la presse, avant le sommet social de juillet, les conditions d'un mouvement national contre les licenciements, pour l'emploi et l'information.**
- **Dans le Papier-Carton et la filière Bois Papier, la Filpac CGT programme pour la rentrée de septembre des mouvements régionaux interprofessionnels pour la défense de la filière et ses emplois.**